



Capital humain, emploi et croissance économique en République Démocratique du Congo

Léonard LUBO KIBAMBE

Apprenant au DEA à l'Université de Kisangani en économie publique et développement

Jean Paul RAMAZANI BIN SABITI

Professeur de l'Université Catholique du Congo

Didier MUPAMBALA LUZOLO

Professeur de l'Université de Kwango

Résumé

La présente recherche avait pour objectif de d'évaluer l'effet du capital humain et de l'emploi sur la croissance économique. Pour vérifier l'hypothèse selon laquelle. L'étude a fait recours à l'estimation du modèle de cointégration avec borne, après estimation, il ressort que sur le long terme, une augmentation de 1 % des dépenses de santé (DLDS) entraîne une hausse de 0,128 % du PIB, cela valide l'idée que l'investissement dans le capital humain par la santé constitue un moteur de croissance durable. Le système économique réagit très vigoureusement aux déséquilibres de court terme pour converger vers son sentier de croissance de long terme, bien que cette réaction puisse entraîner des oscillations transitoires. Cette dynamique crée un cercle vertueux, une économie forte investit dans la santé, et une population en meilleure santé stimule en retour l'activité économique.

Mots clés : *Capital humain, Emploi, Croissance économique, Sentier de croissance, Cercle vertueux, Activité économique*

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.20398523>

Introduction

L'accès à l'éducation et à la formation professionnelle est essentiel pour maximiser le potentiel de la main d'œuvre. Malheureusement, la RD Congo fait face à des défis importants en matière d'éducation, avec un taux d'alphabétisation relativement bas, surtout parmi les femmes (UNFPA, 2019).

Cependant, malgré les progrès, la RD Congo doit encore surmonter des nombreux obstacles, pour améliorer son système éducatif et garantir une éducation de qualité pour tous ses citoyens. Voilà pourquoi, il est essentiel d'investir dans l'éducation et la formation professionnelle, pour tirer parti du dividende démographique en RD Congo.

Pour la Banque Africaine de Développement, en sigle BAD, l'économie congolaise étant principalement axée sur l'agriculture et l'exploitation minière, les politiques économiques doivent inclure des stratégies pour diversifier cette économie et absorber la main d'œuvre croissante (BAD, 2021). Même si l'économie congolaise est riche en ressources naturelles, la

gestion irrationnelle de ces ressources et l'instabilité politique peut entraver la création d'emplois formels.

Des infrastructures adéquates sont nécessaires pour soutenir la croissance économique, y compris les transports, l'énergie et les technologies de l'information. Selon le rapport de la Banque Mondiale, une population en bonne santé est plus productive. Les investissements dans les soins de santé sont donc nécessaires pour réduire la mortalité et améliorer la qualité de vie, permettant ainsi une meilleure participation au marché du travail.

Bien que la RD Congo se trouve confrontée à des défis significatifs en matière d'infrastructures, des initiatives ciblées, un engagement accru des acteurs nationaux et internationaux pourrait contribuer à améliorer cette situation puisque les infrastructures adéquates sont nécessaires pour soutenir la croissance économique, y compris les transports, l'énergie et les technologies de l'information.

La RD Congo connaît un taux de croissance démographique élevé par rapport aux autres pays de l'Afrique centrale, soit 3,2 % par an contre le Cameroun 2,5 %, la République du Congo 2,3 %, le Gabon 2,1 % et le Centre Afrique 1,6 % selon le rapport de la banque mondiale (2023). Cette situation peut soit représenter une opportunité soit un fardeau selon la capacité du pays à générer des emplois.

Selon le rapport de l'Institut National de la Statistique en abrégé INS (2021), la RD Congo est l'un des pays à la croissance démographique la plus rapide au monde, avec une population d'environ 92 millions d'habitants. Cette croissance peut générer un dividende démographique si les conditions adéquates sont réunies pour intégrer cette main d'œuvre dans l'économie (INS, 2021). (OLIVIER, 2024), qui dit que la jeunesse croissante de la population peut être un atout pour le développement économique, si les bonnes politiques sont mises en place. (PIERRE K. J., 2023), qui soutient que la gestion efficace des ressources naturelles peut bénéficier d'une population croissante si les politiques sont bien orientées. (DIDIER, 2023), qui soutient que la micro finance et l'entrepreneuriat peuvent prospérer avec une population en croissance, si les jeunes sont bien formés. (SERGE, 2022), qui s'intéresse à la formation professionnelle sans se prononcer directement sur la croissance démographique. (MARIE, 2021) et (MARC, 2022), qui analysent l'économie de l'éducation, sans lien clair avec la question de la croissance démographique. (JEAN, 2022), qui se concentre davantage sur l'impact des politiques de santé sans un lien explicite. Le revenu épargné suite à la diminution des dépenses publiques peut servir au financement de la croissance économique à travers l'investissement, la formation du capital humain, etc. Quant à l'effet, les travaux mettent l'accent sur les trois canaux : le marché du travail, l'épargne et le capital humain (NAYIHOUBA, 2015).

Ce phénomène présente des opportunités significatives pour la croissance économique, cette recherche vient aborder les défis et les conditions nécessaires pour se traduise réellement par une croissance économique en RD Congo. Ainsi, la présente étude soulève les questions suivantes :

- Quel est l'effet des dépenses publiques relatives à l'éducation, à la santé sur la croissance économique ?
- Quel est l'effet de la main d'œuvre sur la croissance économique ?

Les dépenses publiques relatives à l'éducation, à la santé sont censées influencer positivement la croissance économique. Cette recherche s'assigne les objectifs d'évaluer l'effet des dépenses publiques en éducation, santé sur la croissance économique et de mesurer l'effet de la main d'œuvre sur la croissance économique.

La RD Congo dispose d'une population jeune et croissante, ce qui représente un potentiel économique important pour le pays. Analyser comment maximiser ce potentiel est crucial pour son développement futur. La RD Congo est confrontée à des défis majeurs tels que la pauvreté, le chômage élevé et un accès limité à l'éducation et aux services de santé.

I. Revue de littérature

I.1. Revue de littérature théorique

I.1.1. L'approche néo-classique

Les principales contributions au paradigme de la croissance, à partir de cette époque, proviennent des études de Solow (1956) et Swan (1956). Le modèle Solow-Swan a comme caractéristique fondamentale une fonction de production telle que :

$$Y_t = A_t K_t^\alpha L_t^{1-\alpha}$$

Avec : Y_t qui mesure la production, A le progrès technique, K le capital, L le travail, α est la part du capital et $(1 - \alpha)$ la part du travail dans la production. Cette spécification, connue sous le nom de la fonction néoclassique, s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- Les rendements d'échelle constants et les rendements factoriels décroissants (la productivité marginale décroissante),
- Les marchés sont parfaitement concurrentiels,
- Les facteurs de production capital et travail sont substituables,
- Le progrès technique est exogène.

Nous pouvons remarquer à partir de ces hypothèses que la croissance économique s'explique par l'accumulation des facteurs de production et par l'accumulation du progrès technique. Néanmoins, dû à la loi des rendements décroissants, à long terme l'effet d'une hausse des facteurs de production sur le taux de croissance du PIB est annulé

I.1.2. Modèle explicatif de Barro

Dans le modèle, les dépenses publiques, financées par l'impôt, entrent dans la fonction de production de la manière suivante :

$$Y = f(KG) = AK^{1-\alpha}G^\alpha$$

Où $0 < \alpha < 1$ est la part des dépenses publiques dans le revenu total ; K le stock de capital par tête de l'économie et G la quantité de biens et services publics par tête, Y représente la production

Les dépenses du gouvernement sont financées simultanément par un taux unique de l'impôt sur le revenu

$$G = T = \tau Y = \tau A; bK^{1-\alpha}G^\alpha$$

Où : T représente les recettes publiques et τ le taux d'impôt sur le revenu.

La fonction de production conduit à un produit marginal du capital donné par l'équation suivante :

$$f_k = A(1 - \alpha) \left(\frac{G}{K}\right)^\alpha$$

Ainsi, pour un ratio donné d'impôt, Y est proportionnel à K , comme dans le modèle AK , cependant, dans ce cas une augmentation de τ signifie une augmentation des dépenses publiques en termes relatifs et également un changement du coefficient qui permet la liaison entre Y et K (Barro, 1990)

La relation entre les variables devient :

$$\frac{G}{K} = \left(\frac{G}{Y}\right) \left(\frac{Y}{K}\right) = \tau \left(\frac{Y}{K}\right) = (A\tau)^{\frac{1}{1-\alpha}}$$

II. Méthodologie

Dans le cadre de cette étude, la méthodologie présente le schéma idéal suivi pour aboutir au résultat donc de présenter et de formaliser le phénomène, dont les variables sont les grandeurs économiques. L'objectif est de représenter les traits les plus marquants d'une réalité qu'il cherche à styliser. Cette étude s'étale sur une période allant de 1992 à 2024.

Les variables de la présente étude se présente de la manière suivante :

- $lPIB_t$: Le logarithme du Produit intérieur brut à l'instant présent et PIB_{t-i} sa valeur retardée
- lMO_t : La main d'œuvre à l'instant présent et MO_{t-i} sa valeur retardée avec $i = 1, 2$
- $FBCF_t$: La formation brute en capital fixe à l'instant présent et $FBCF_{t-i}$ sa valeur retardée avec $i = 1 \dots n$
- $lgéd_t$: Le logarithme de la dépense publique en éducation à l'instant présent et $géd_{t-i}$ sa valeur retardée avec $i = 1, \dots n$
- lgs_t : Le logarithme de la dépense publique en santé à l'instant présent et gs_{t-i} sa valeur retardée avec $i = 1, \dots n$

Première étape : La stationnarité des variables

Le test Augmented Dickey-Fuller (ADF) (Dupont, 2012) est un outil statistique utilisé pour déterminer si une série temporelle est stationnaire ou non. Dans le cadre d'une étude sur la dynamique de croissance économique, où les variables exogènes incluent la formation brute de capital fixe, la main-d'œuvre, les dépenses publiques, il est crucial de vérifier la stationnarité de ces séries pour éviter des résultats biaisés dans les analyses de régression.

Le test ADF repose sur deux hypothèses :

- H_0 : La série temporelle a une racine unitaire
- H_1 : La série ne présente pas de racine unitaire.

Le test ADF calcule une statistique de test qui est ensuite comparée à des valeurs critiques pour décider de rejeter ou non l'hypothèse nulle. Si la statistique de test est inférieure à la valeur critique, on ne peut pas rejeter H_0 , indiquant que la série est non stationnaire. À l'inverse, si elle est supérieure, on rejette H_0 .

Deuxième étape : Test de cointégration

Dans la mise en œuvre de l'estimation des coefficients de court et long terme dans la présente étude, il est question de déterminer l'impact de (X_t) sur (Y_t) en disposant de l'intégration d'ordre différent ($I(0), I(1)$) pour chacune de variable.

La Co-intégration entre les deux variables donne lieu à une ou plusieurs d'équilibres sur le long terme qui peuvent d'être combinées avec une relation de court terme dans un vecteur à correction d'erreurs, (Kuma, 2018). En se servant du modèle de base au test de Co-intégration des retards échelonnés pour étudier la dynamique de ces deux variables est la spécification ARDL Co-intégrée suivante :

$$\Delta \text{PIB}_t = a_0 + \sum_{i=1}^p a_1 \Delta \text{PIB}_{t-i} + \sum_{i=0}^p a_2 \Delta Rdep_{t-i} + \sum_{i=0}^p a_3 \Delta \text{LMO}_{t-i} + \sum_{i=0}^p a_4 \Delta \text{lgéd}_{t-i} \\ + \sum_{i=0}^p a_5 \Delta \text{lg}s_{t-i} + \sum_{i=0}^p a_7 \Delta \text{FBCF}_{t-i} + \varepsilon_t$$

Où θ est le terme de correction d'erreurs de la relation d'équilibre à long terme, Δ est le paramètre de la différence première, a_0 est une constante ; a_i et b_j sont les paramètres à estimer. La valeur de la statistique de Fisher de ce test de cointégration de (Pesaran et al., 2001) est comparée aux valeurs critiques qui constituent les bornes de la manière suivante :

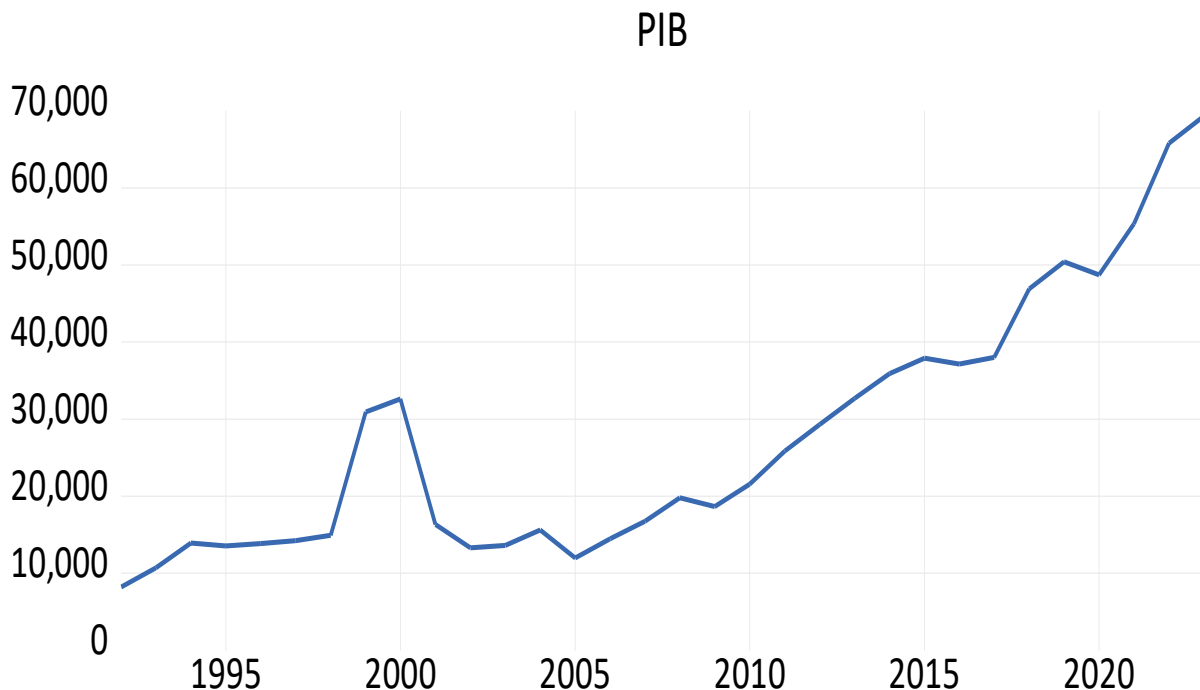
- Si Fisher > borne supérieure : il y a existence de la cointégration
- Si Fisher < borne supérieure : il n'y a pas l'existence de la cointégration
- Si borne inférieure < Fisher < borne supérieure : il n'y a pas de conclusion

III. Résultats

Ce chapitre présente les résultats des investigations empiriques réalisées pour déterminer l'impact de capital humain sur la croissance économique en République Démocratique du Congo.

III.1. Statistique descriptive

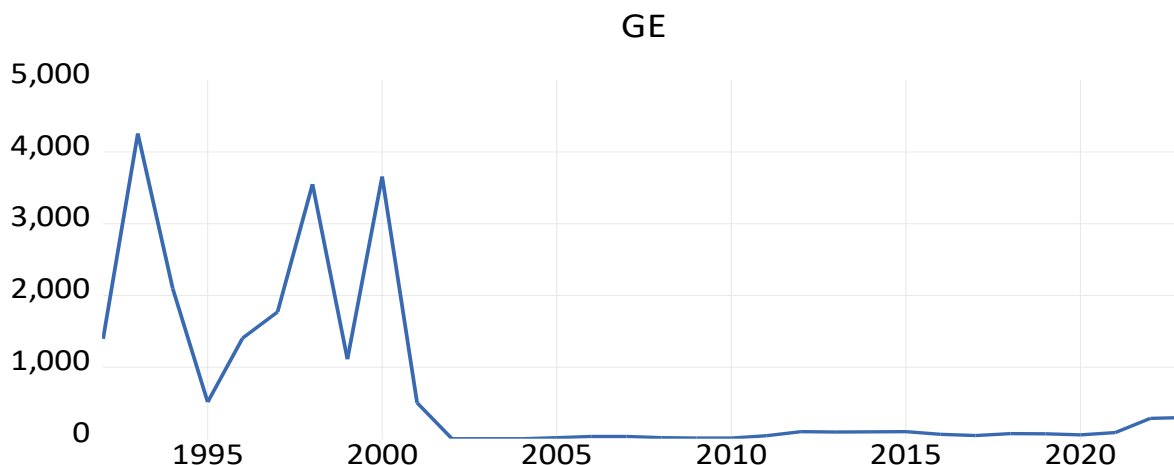
Graphique N01 : Évolution du PIB



Source : Elaboré sur base du logiciel Eviews 12

L'examen du graphique de l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) montre une trajectoire ascendante globale sur la période allant de 1995 à 2020, malgré une phase de forte volatilité entre les années 1998 et 2005. Après cette instabilité initiale marquée par un pic suivi d'une correction brutale, l'économie entame une croissance soutenue et quasi linéaire à partir de 2010. Cette tendance haussière s'accélère en fin de période, atteignant son niveau historique le plus élevé.

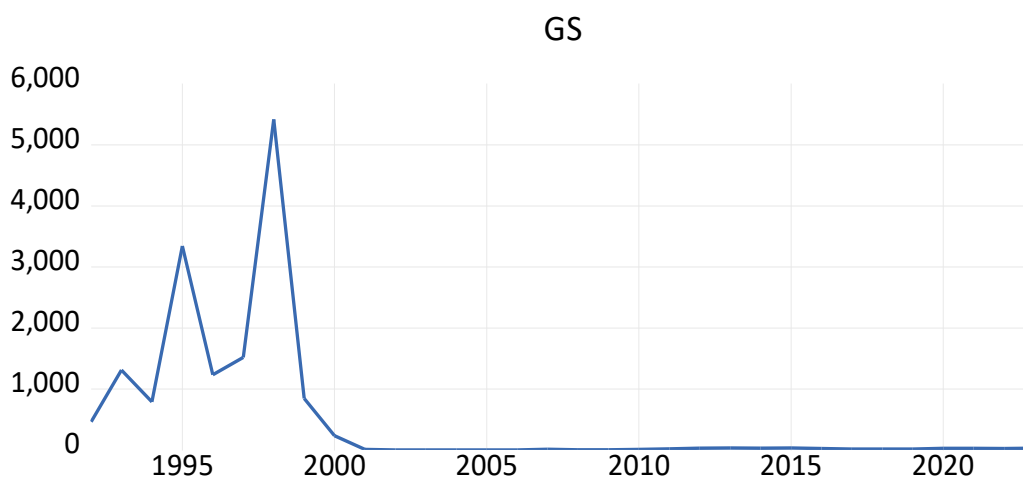
Graphique N°2 : Evolution de la dépense publique en éducation



Source : Elaboré sur base du logiciel Eviews 12

Le graphique concernant les dépenses publiques en éducation révèle un profil d'évolution très irrégulier, caractérisé par des fluctuations extrêmes durant la première décennie. On observe deux pics majeurs de financement avant l'an 2000, suivis d'un effondrement drastique de l'investissement public qui se stabilise à un niveau plancher très faible dès 2005. La stagnation prolongée sur près de quinze ans suggère un désengagement budgétaire massif.

Graphique N°3 : Évolution de la dépense publique en santé

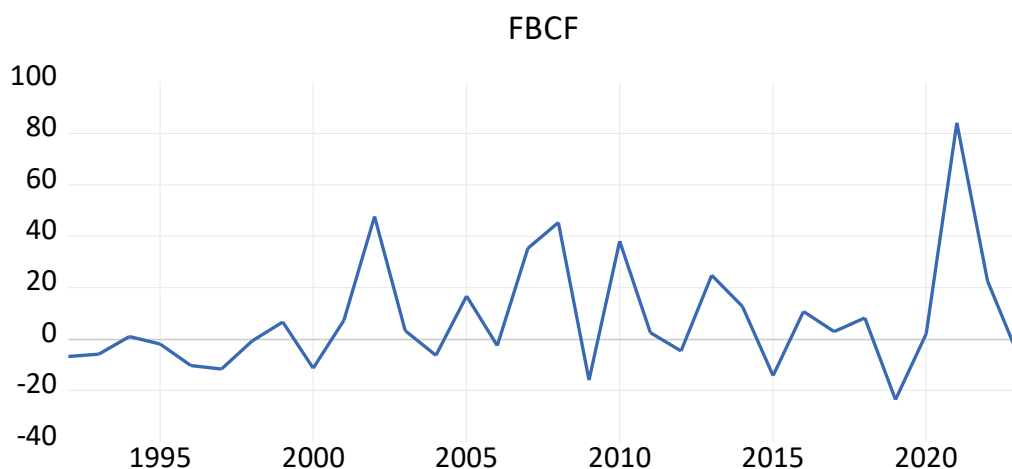


Source : Elaboré sur base du logiciel Eviews 12

Au regard de ce graphique, l'évolution des dépenses publiques en santé présente une configuration similaire à celle de l'éducation, avec une concentration de l'effort budgétaire avant les années 2000. Un sommet est atteint vers 1998, avant que la courbe ne chute brutalement pour rejoindre un niveau de dépenses quasi nul et constant sur le reste de la période. La tendance

graphique illustre une dégradation de l'investissement public sanitaire, où les pics sporadiques du passé ont laissé place à une inertie budgétaire totale.

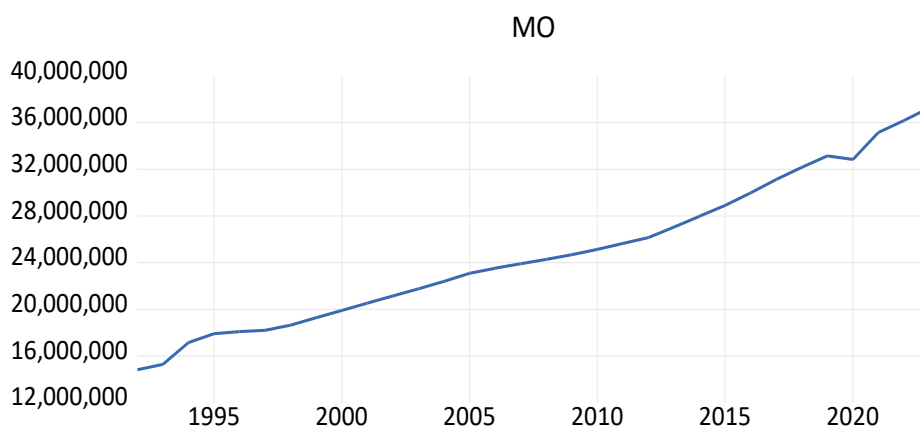
Graphique N°4 : Évolution de la formation brute du capital fixe



Source : Elaboré sur base du logiciel Eviews 12

Ce graphique montre l'évolution de la formation brute de capital fixe qui se caractérise par une instabilité et une forte cyclicité. La courbe est marquée par des successions rapides de pics et de creux, illustrant la sensibilité de l'investissement physique aux aléas conjoncturels. On observe une volatilité particulièrement exacerbée vers la fin de la période, avec un sommet exceptionnel suivi d'une chute.

Graphique N°5 : Évolution de la main d'œuvre



Le graphique relatif à la main-d'œuvre (MO) affiche une progression constante et soutenue sur l'ensemble de la période, passant d'environ 12 millions en 1995 à près de 36 millions en 2020. Cette courbe ascendante, presque linéaire, témoigne d'une croissance démographique vigoureuse et d'une expansion continue de l'offre de travail au sein de l'économie.

Tableau N°1 : Paramètre statistique

	PIB	GE	GS	LMO	FBCF
Moyenne	27755.08	680.7566	485.7615	7.380836	7.801206
Médiane	20677.12	90.97123	26.44035	7.381768	2.254706
Maximum	69338.27	4255.460	5418.695	7.571671	84.11060
Minimum	8206.241	1.384082	0.534511	7.170644	-23.60517
Écart-type	16765.01	1172.973	1138.060	0.110239	22.44568
Observations	32	32	32	32	32

Source : Elaboré sur base du logiciel Eviews 12

Le tableau ci-dessus présente les paramètres statistiques, il y a donc lieu de constater que le PIB (Produit Intérieur Brut) a une moyenne de 27755,08 relativement élevé dans l'échantillon, avec une médiane de 20677,12, qui est inférieure à la moyenne. La dépense publique en éducation) présente une moyenne de 680,7566 contre une moyenne de 485,7615 de la dépense publique en santé.

Tableau N°2 : Présentation de la stationnarité

Variabes	Symbole	Processus	Degré de polynôme	Probabilité
Produit intérieur brut en logarithme	LPIB	DS	1	0.0006
Dépense publique en éducation	LGE	DS	0	0.0082
Dépense publique en santé	LGS	DS	0	0.0024
Main d'oeuvre	LMO_i	DS	0	0.0025
Formation brute en capital fixe	FBCF	TS	1	0.0009

Source : Sur base du logiciel Eviews 12

Le tableau ci-dessus renseigne le Produit intérieur brut (LPIB), la dépense publique en éducation (LGE) et la dépense publique en santé (LGS), la main d'œuvre (LMO_i) sont stationnaire à la première différence tandis que la formation brute en capitale fixe, est stationnaires à niveau. Les critères de lag, les effets des variables explicatives sur la variable dépendante se manifestent après un délai d périodes par rapport au critère de décalage SC pour une modélisation précise.

Matrice de corrélation

L'analyse de cette matrice révèle des interdépendances variées entre les variables économiques, marquées par une prédominance de corrélations positives modérées. On observe notamment que le Produit Intérieur Brut (DLPIB) entretient des relations directes avec les dépenses publiques en éducation (DLGE) et en santé (DLGS), avec des coefficients respectifs de 0,273 et 0,266. L'accroissement de la richesse nationale s'accompagne généralement d'un renforcement du capital humain. Par ailleurs, la relation la plus robuste de la matrice se situe entre l'éducation et la santé (0,456), ce qui souligne une synergie étroite entre les différents secteurs de l'investissement public social.

RESULTATS DE LA causalité

L'analyse des tests de causalité au sens de Granger révèle plusieurs dynamiques, notamment une relation unidirectionnelle où une variable prédite l'évolution d'une autre sans réciprocity immédiate. On observe une causalité allant du Produit Intérieur Brut (DLPIB) vers les dépenses

d'éducation (DLGE), avec une probabilité hautement significative de 0,0008. Sur le plan économique, la croissance économique génère les ressources nécessaires pour financer les politiques éducatives, sans que l'inverse ne soit vérifié sur cette période.

En revanche, les relations de causalité bidirectionnelle témoignent d'une intégration plus profonde entre certains secteurs de l'économie. Le test met en évidence un lien réciproque entre le PIB (DLPIB) et les dépenses de santé (DLGS), avec des probabilités respectives de 0,0003 et 0,0197 qui rejettent l'hypothèse nulle d'absence de causalité dans les deux sens. Cette dynamique crée un cercle vertueux, une économie forte investit dans la santé, et une population en meilleure santé stimule en retour l'activité économique.

Tableau N°3 : Test de cointégration aux bornes

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
Asymptotic: n=1000				
F-statistic	6.103910	10%	1.99	2.94
k	6	5%	2.27	3.28
		2.5%	2.55	3.61
		1%	2.88	3.99

Source : Elaboré sur base du logiciel Eviews 12

Ce tableau indique l'existence d'une relation de cointégration entre le PIB et les autres variables du modèle parce que la valeur de F-statistic est de 6,103910 dépassants la borne supérieure à 10, 5 ; 2,5 et 1% respectivement de 2,94 ; 3,28 ; 3,61 et 3,99.

Tableau N°4 : Estimation des relations de long terme

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLGE	-0.007670	0.031319	-0.244895	0.8089
DLGS	0.128570	0.042701	3.010932	0.0067
DLMO_I	2.632474	1.624820	1.620164	0.1201
FBCF	-0.000702	0.000653	-1.074104	0.2950
C	-0.533803	0.679659	-0.785397	0.4410

$$EC = DLPIB - (-0.0077*DLGE + 0.1286*DLGS + 2.6325*DLMO_I - 0.0007*FBCF - 0.5338)$$

Source : Elaboré sur base du logiciel Eviews 12

L'estimation de résultat de long terme renseigne que sur le long terme, une augmentation de 1 % des dépenses de santé (DLDS) entraîne une hausse de 0,128 % du PIB. Économiquement, cela valide l'idée que l'investissement dans le capital humain par la santé constitue un moteur de croissance durable, améliorant la productivité globale de l'économie sur de longues périodes.

Tableau N° 5 : Estimation des relations à court terme

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(DLGS)	0.057051	0.021158	2.696364	0.0135
CointEq(-1)*	-1.236737	0.153271	-8.068976	0.0000
R-squared	0.703554	Mean dependent var	-0.003096	
Adjusted R-squared	0.692966	S.D. dependent var	0.126403	
S.E. of regression	0.070041	Akaike info criterion	-2.415133	
Sum squared resid	0.137361	Schwarz criterion	-2.321719	
Log likelihood	38.22699	Hannan-Quinn criter.	-2.385249	
Durbin-Watson stat	2.016356			

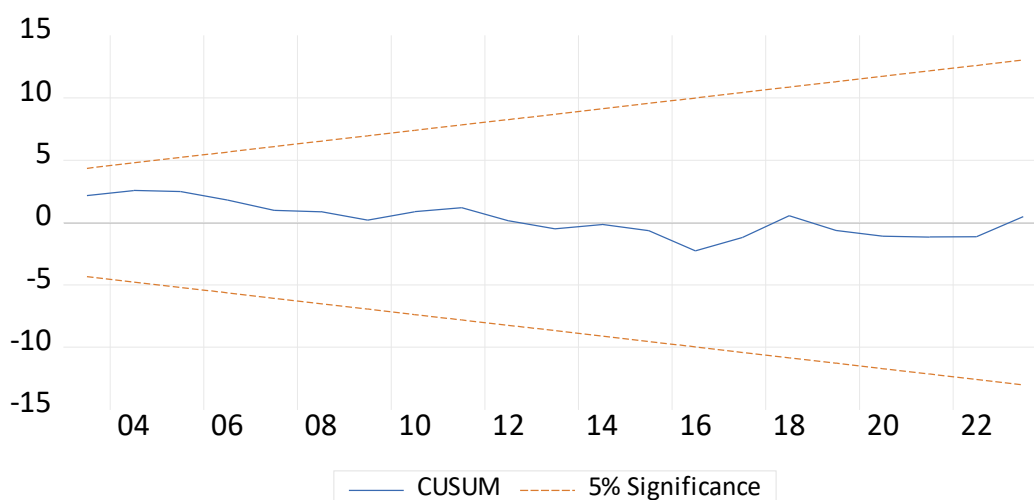
Source : Elaboré sur base du logiciel Eviews 12

La force de rappel est de -1,2367 avec une probabilité de 0,0000. Ce résultat est fondamental car il confirme l'existence d'une relation de cointégration. La valeur négative et statistiquement très significative indique que tout déséquilibre entre le court terme et le long terme est corrigé de façon extrêmement rapide. Une valeur supérieure à 1 (en valeur absolue) suggère un ajustement oscillatoire où le système sur-corrige les chocs avant de se stabiliser vers son niveau d'équilibre.

La variation des dépenses de santé à court terme (D(DLGS)) de 1% se traduit instantanément par une amélioration du PIB de l'ordre de 5,7 %, confirmant le rôle de ce secteur comme levier de croissance conjoncturelle. Tout en étant significatif parce que la probabilité est de 0,0135. L'impulsion dans les dépenses de santé produit un effet positif immédiat et significatif sur l'activité économique, même à court terme.

Le modèle affiche une excellente robustesse statistique. Le coefficient de détermination ajusté est de 0,6929, ce qui signifie que le modèle explique plus de 69 % des fluctuations de court terme de la variable dépendante.

Graphique N°5 : Test de stabilité de Cusum



Source : Elaboré sur base du logiciel Eviews 12

Ce graphique montre que les paramètres du modèle sont restés stables sur toute la période considérée dans l'étude parce que la courbe ne coupe pas les intervalles de confiance. Connaissant la robustesse du modèle, il y a donc lieu de vérifier l'existence ou non de la cointégration pour ressortir les relations de court et de long terme entre le PIB et les autres variables.

Discussion des résultats et conclusion

L'analyse globale de vos résultats économétriques permet d'extraire les conclusions majeures suivantes sur la dynamique économique. Le rôle moteur de la santé, les dépenses de santé exercent une influence positive et significative sur le PIB, tant à court terme qu'à long terme. La relation bidirectionnelle identifiée par le test de Granger confirme l'existence d'un cercle vertueux, l'investissement dans la santé stimule la croissance, laquelle dégage en retour des ressources pour le secteur sanitaire.

Les travaux de (OLIVIER, 2024), qui dit que la jeunesse croissante de la population peut être un atout pour le développement économique, si les bonnes politiques sont mises en place et pourtant (PIERRE K. J., 2023) soutient que la gestion efficace des ressources naturelles peut bénéficier d'une population croissante si les politiques sont bien orientées, ainsi que (DIDIER, 2023) soutient que la micro finance et l'entrepreneuriat peuvent prospérer avec une population en croissance, si les jeunes sont bien formés, toutefois (SERGE, 2022) s'intéresse à la formation professionnelle sans se prononcer directement sur la croissance démographique, par contre (MARIE, 2021) et (MARC, 2022), qui analysent l'économie de l'éducation, sans lien clair avec la question de la croissance démographique et enfin (JEAN, 2022), qui se concentre davantage sur l'impact des politiques de santé sans un lien explicite rejoignant ainsi la présente étude.

La force de rappel du modèle de correction d'erreur est exceptionnellement élevée (supérieure à 1 en valeur absolue). Le système économique réagit très vigoureusement aux déséquilibres de court terme pour converger vers son sentier de croissance de long terme, bien que cette réaction puisse entraîner des oscillations transitoires.

Références

- BAD. (2021). *BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT*. BANQUE MONDIALE.
- Barro. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth". *Journal of Political Economy*, 98(5), 103-125.
- DIDIER, K. (2023). *REFORMES POLITIQUES ET IMPACT SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN R.D CONGO*. KINSHASA: UNIVERSITE DE KINSHASA.
- Dupont, L. (2012). Modèle macro-économique applicable aux petits états insulaires en développement: l'exemple de la Dominique. *Open Edition Journal*. doi:10.4000/etudescaribeennes.6283
- INS. (2021). *INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE* . KINSHASA.
- JEAN, M. (2022). *FORMATION PROFESSIONNELLE ET EMPLOYABILITE DES JEUNES: UN LEVIER DE CROISSANCE*. FRANCE: UNIVERSITE DE LYON.
- MARC, T. (2022). *DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN R.D CONGO*. KINSHASA: UNIVERSITE DE KINSHASA.
- MARIE, D. (2021). *L'IMPACT DE L'EDUCATION SUR LA PRODUCTIVITE ECONOMIQUE*. FRANCE: UNIVERSITE DE PARIS.
- NAYIHOUBA, A. (2015). *DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE ET CROISSANCE ECONOMIQUE: QUELLES PERSPECTIVES POUR L'AFRIQUE ?*
- OLIVIER, K. (2024). *URBANISATION ET SES EFFETS SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN R.D CONGO*. MBANDAKA: UNIVERSITE DE MBANDAKA.
- PIERRE, K. J. (2023). *GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET DEVELOPPEMENT DURABLE EN R.D CONGO*. KINSHASA: UNIVERSITE DE KINSHASA.
- SERGE, L. (2022). *FORMATION PROFESSIONNELLE ET INSERTION DES JEUNES DANS L'ECONOMIE CONGOLAISE*. LUBUMBASHI: UNIVERSITE DE LUBUMBASHI.
- UNFPA. (2019). *LA GOUVERNANCE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT*.